

La stratégie Juppé pour

Bain de foule au milieu des groupies, serremments de mains et photos-souvenir en rafale, applaudissements nourris. Non, ce n'est pas Bono qui était hier et avant-hier dans le Var. Pas plus que Mick Jagger. Cet accueil de rock-star était réservé à... Alain Juppé (« Les Républicains »), invité par le député-maire d'Hyères, Jean-Pierre Giran. Quatre cents personnes mercredi matin lors d'un apéritif-rencontre à La Londe, près de 500 le soir à l'occasion d'une réunion publique dans la cité des palmiers. De là à imaginer que le département a succombé à la « Juppémania », comme l'avait titré l'an dernier *Les Inrocks* ? Les résultats de la primaire à droite, fin 2016, le diront.

En attendant, à quelques encablures du Cap Nègre, le maire de Bordeaux a fait le show... politique. Et déroulé un programme « présidentiel » qui ne fait guère de doute sur sa détermination. Droit dans ses mocassins.

Hier matin, à l'hôtel Mercure d'Hyères où il s'apprêtait à inaugurer son comité local « AJ pour la France », Alain Juppé a développé ces propositions face à la rédaction de *Var-matin/Nice-Matin*.

Et présenté des réformes qu'il juge indispensables. Quitte à fâcher. Car entre suppression de l'impôt sur la fortune, retraite à 65 ans et remise en cause des 35 heures, pas sûr qu'à terme, les Français apprécient tous les couplets de la nouvelle chanson de leur star du moment...

STÉPHANIE MAYOL



Hier, face à la rédaction de *Var-matin/Nice-Matin*, Alain Juppé a développé ses propositions en matière de politiques internationale et nationale. (Photos Laurent Martinat)

« Accueillir et contrôler nos frontières »

Approuvez-vous le virage diplomatique de François Hollande sur la Syrie ?

Nous sommes confrontés à un danger extrême qui est celui de Daesh, il faut se donner tous les moyens de lui mener la guerre. Je pense qu'il est nécessaire d'étendre nos interventions aériennes sur le territoire syrien, sans nous faire trop d'illusions. Je suis en revanche hostile à un déploiement au sol. Le déploiement d'un corps expéditionnaire en Syrie serait de la folie. C'est aux pays de la région d'aller au sol.



La France a changé de cible. Le départ de Bachar el-Assad n'apparaît plus comme une priorité immédiate...

Je considère qu'il a sur les mains le sang de 40 000 personnes, parce que c'est lui qui est responsable de la situation, du mouvement de radicalisation qui s'est enclenché dans son pays. Pour moi, Bachar el-Assad n'est pas un interlocuteur acceptable. Mais il faut aussi travailler à une solution politique.

Nicolas Sarkozy estime que nous avons besoin de la Russie dans la lutte contre Daesh...

Ça, ce n'est pas une découverte. Il faut essayer de travailler avec la Russie, mais ce sera compliqué

parce qu'elle a une attitude extrêmement rigide.

La France accueillera 24 000 réfugiés, c'est une décision qui nous honore ?

Il fallait le faire. La photo de cet enfant mort a révolté tout être humain normalement constitué. L'effort de solidarité existe déjà en France. Il faut faire aujourd'hui un effort supplémentaire, à une condition : accueillir, mais simultanément que l'Europe reprenne la situation en main avec un meilleur contrôle de nos frontières. Schengen ne fonctionne pas pour assurer un contrôle efficace. Et ensuite, engager un dialogue avec les pays d'origine pour la réadmission des personnes que nous ne pourrions pas garder. Il faut bien faire le distinguo

entre ceux qui sont des réfugiés politiques et les migrants économiques qui détournent la procédure pour rentrer en Europe. Sur ce point, la situation démographique des pays est différente. Chez nous, compte tenu de l'état du marché de l'emploi, il faut essayer de stopper ces migrants économiques.

Irez-vous samedi à l'invitation du ministre de l'Intérieur ?

Pas personnellement parce que j'avais déjà d'autres engagements, mais un de mes adjoints y sera. C'est à l'État de nous dire dans quelles conditions organiser l'accueil des migrants dans les villes. Bien évidemment, il ne faut faire aucune discrimination en fonction de la religion des réfugiés, ce serait inacceptable.

« Supprimer l'impôt sur la fortune »

Votre réaction aux réductions d'impôts annoncées par François Hollande ?

C'est une mesure démagogique qui vient après un matraquage fiscal qui a tétanisé l'économie française. Cette mesure préélectorale va en outre dans la mauvaise direction. Nous allons vers une situation où plus de la moitié des Français ne participeront pas à l'impôt sur le revenu. C'est une politique déstabilisante, le contraire de ce qu'il faudrait faire. Que ceux qui gagnent beaucoup paient beaucoup OK, mais il faut aussi que ceux qui gagnent peu paient un peu. C'est une mauvaise orientation et en plus, comment va-t-on la financer ?

Vos propres propositions ?

Avant de baisser les impôts, il faut engager des réformes structurelles pour maîtriser la dépense publique et se donner une marge de manœuvre. Ces réformes structurelles doivent porter sur le fonctionnement de l'État, vers plus d'efficacité et de justice. Il faut arrêter de faire des bêtises comme de supprimer la journée de carence dans la fonction publique, ce qu'a fait M. Hollande pour faire plaisir aux syndicats. Et puis il y a le volet des dépenses sociales. Sur ce plan, j'ai annoncé très clairement qu'il faut passer l'âge légal de la retraite à 65 ans, revoir le système des allocations chômage et y introduire une certaine dégressivité pour inciter les chômeurs à retrouver vite un emploi, remettre de la responsabilité dans le secteur de la santé, le tiers-payant généralisé étant une mesure contre-productive qui va générer une surconsommation médicale. Il faut remettre de l'ordre dans notre système de prestations sociales, de façon à ce qu'il soit plus intéressant de travailler que de vivre de prestations collectives. Je réfléchis à un système de prestation unique qui permettrait de clarifier le maquis actuel.

Sur la fiscalité proprement dite ?

La priorité pour moi est de réorienter l'épargne des Français vers les entreprises. Nos PME, nos *start up* arrivent à financer leur démarrage, et puis ensuite il y a un trou d'air et elles partent à l'étranger parce que notre fiscalité est dissuasive. J'ai ainsi proposé de supprimer l'impôt sur la fortune, qui n'existe pas ailleurs en Europe et qui est pénalisant.

Qu'envisagez-vous pour les classes moyennes ?

À mesure que le redressement de nos finances le permettra, il faudra aller vers un allègement d'impôt des classes moyennes, mais surtout cesser de les surtaxer comme on l'a fait. Il y a des avantages fiscaux qui étaient utiles aux classes moyennes et à l'emploi, comme les emplois de service qu'on a pénalisés.

Sur la réforme du Code du travail, un consensus semble se dessiner...

C'est rassurant, c'est la preuve que la France est capable de se mettre d'accord sur un constat et un certain nombre de grandes orientations. La France est capable de se réformer. J'attends juste de voir ce que le gouvernement va en tirer. Car le problème est qu'il n'a pas la majorité politique pour faire ce qu'il conviendrait. J'ai dit pour ma part que je remettrai en cause les 35 h et qu'il faudra assouplir les conditions du contrat de travail pour libérer l'embauche.

Pour faire passer la retraite à 65 ans, quelle sera votre méthode ?

Ce sera dans mon programme présidentiel. J'estime que j'aurai donc la légitimité pour le faire. Après, il y aura bien entendu des discussions sur les modalités d'application. Mais, si c'est nécessaire, je recourrai à la procédure des ordonnances qui permet d'accélérer la décision.

La course à l'Élysée

Primaires à droite : « Un an, c'est l'éternité en politique »

Votre venue dans le Var, où Nicolas Sarkozy enregistre traditionnellement ses meilleurs scores, est-elle le signe que votre campagne pour la primaire entre dans le vif ?

J'enregistre moi aussi de très bons scores à Bordeaux et Nicolas Sarkozy y est le bienvenu. Je ne détermine pas mes déplacements en fonction des cotes de popularité. Ce n'est pas mon obsession. Je réponds à l'invitation de mes amis, c'est le cas ici à Hyères. Mon adversaire, ce n'est pas Nicolas Sarkozy.

Vous avez tout de même le cap de la primaire à passer...

Mais ce n'est pas entre adversaires, c'est entre membres du même parti. Mes adversaires, c'est le Front national d'un côté, parce que je pense que ce parti est extrêmement dangereux pour la France et qu'il n'a pas rompu avec son

héritage idéologique et culturel, quoi qu'en dise M^{me} Le Pen. M^{me} Marion Maréchal dit même qu'elle est fidèle à l'héritage de Jean-Marie Le Pen. Son programme économique est une aberration : c'est un mélange de socialisme à la Mélenchon et d'irresponsabilité à la Syriza. Ce serait catastrophique pour la France. D'un autre côté, je me bats contre le gouvernement actuel qui nous a mis dans un pétrin dont on aura beaucoup de mal à se sortir. Pour ça, j'aurai un exercice concurrentiel avec mes amis des Républicains, de l'UDI et de façon générale de la droite et du centre. Je suis convaincu que ça se passera, correctement et... amicalement, c'est peut-être beaucoup dire, mais de façon détendue.

Comment organisez-vous cette campagne et avec



quelle équipe ?

J'ai une équipe qui fonctionne très bien à Paris et je mets en place sur le terrain des comités locaux. Je vais en inaugurer un tout à l'heure ici, à Hyères. Ils ont une double vocation : animer le débat et préparer les primaires. Sur les

primaires, j'ai rappelé pourquoi cette étape me paraissait indispensable. À partir du moment où le FN est à 20/25 %, si on part dispersés au 1^{er} tour de la présidentielle, on ne sera pas au second tour. Il est essentiel de faire émerger un candidat qui ait la

légitimité pour représenter l'ensemble de la droite et du centre. J'ai obtenu ce que je voulais sur l'organisation des primaires, qui seront ouvertes.

Une première victoire ?

Le cadre est posé. Est-ce que ça veut dire que je suis totalement serein ? Pas tout à fait. Il faut que la haute autorité se mette en place en septembre et il y a toujours la question majeure du maillage. Les socialistes ont réussi à faire voter 3 millions de personnes. L'enjeu est clair : s'il y a 3 millions d'électeurs, j'ai toutes mes chances, s'il y en a 500 000, c'est le président des Républicains qui sera devant.

Dans ce second cas, ne seriez-vous pas tenté de vous lancer hors LR en créant un mouvement qui rassemblerait de la droite humaniste à la gauche

sociale-libérale ?

Je n'ai pas fait le choix de créer un nouveau parti car j'appartiens aux « Républicains », qui s'appelaient il n'y a pas si longtemps encore l'UMP, même s'il a malheureusement perdu une partie de ses troupes. En revanche, si les primaires n'étaient pas organisées de manière transparente et impartiale, alors je reprendrais ma liberté. Mais je n'envisage pas le pire. Il y a une volonté de Fillon, de Le Maire, de moi, et j'espère de tous les autres, que ça se passe bien.

Comment gérez-vous votre statut de favori à ce stade ?

Avec grande prudence. Vous dire que ça m'attriste, ce serait mentir. Je prends ça plutôt positivement mais j'ai bien conscience qu'un an, c'est l'éternité en politique. Les choses peuvent évoluer, je peux faire des bêtises !

Elections : "Apaiser, rassembler, réformer"

Comment jugez-vous la campagne de Christian Estrosi en Paca ?

Je fais toute confiance à Christian Estrosi pour gagner les élections. C'est un homme politique confirmé que je connais bien depuis longtemps et avec qui j'ai de bonnes relations personnelles. C'est un grand maire de Nice, qui a fait ses preuves. C'est le meilleur candidat que l'on pouvait envisager. Il y a aussi des têtes de listes départementales et hier (*mercredi, Ndlr*), j'ai d'ailleurs apporté mon soutien à Philippe Vitel, ici dans le Var. J'irai aider tous ceux qui le

souhaitent. Je participerai fortement à cette campagne régionale qui est importante. Ici évidemment, l'enjeu, c'est le Front national, et c'est important que Christian Estrosi puisse être soutenu très largement pour faire échec au Front.

Ses déclarations sur la 5^e colonne islamiste ou sa proposition d'imposer aux fichés S de porter un bracelet électronique ont créé la polémique, comment vous situez-vous par rapport à ces propos ?

Chacun a sa sensibilité, vous

connaissez la mienne. Je suis un homme de droite pas sectaire, modéré. Le mot modéré est parfois mal perçu mais moi je l'assume. La modération est une vertu. L'excès, c'est facile : on va aux extrêmes et on se fait entendre, on fait du bruit. Ce n'est pas ma technique. Apaiser, rassembler, réformer, ça reste mon slogan. Apaiser parce qu'il y a des débats inutiles et inutilement clivants. Ensuite rassemblons largement la droite, le centre, mais aussi les électeurs déçus du FN qui ouvrent les yeux sur ce parti, et les électeurs déçus du Hollandisme – et là il y en a pas mal.

C'est dit !

■ « J'ai participé à deux "manifs" dans ma vie. En 1968 sur les Champs-Élysées mais j'étais en bout de cortège. Et en 1984 pour défendre l'école libre. »

■ « Je ne sais pas si j'ai changé mais à chacune de mes prestations, j'entends dire que j'ai fendu l'armure... Depuis le temps, il ne doit pas en rester grand-chose de cette armure... »

■ « J'ai fait mon mea culpa à La Baule, non pas à la manière d'Hollande qui dit "j'ai annulé des réformes que je n'aurais pas dû annuler". Moi je dis "je m'y suis mal pris pour faire une réforme que j'ai faite". C'est différent. »

■ « J'ai dit préférer être battu en disant la vérité qu'êlu en mentant. Il existe une 3^e hypothèse, que je sois élu en disant la vérité. »

Questionnaire « Le meilleur d'entre eux »



■ Mitterrand ou Hollande?

Il faut vraiment choisir? J'ai été ministre de Mitterrand, je me suis plutôt bien entendu avec lui.



■ Chirac ou Sarkozy?

En politique, il y a des relations presque filiales. C'est Chirac bien sûr.



■ Bordeaux rouge ou Bandol rosé?

Bordeaux rouge, quoi qu'on se mette aussi à faire du rosé.

■ Beatles ou Rolling Stones?

Beatles.



■ Lagarde ou Bayrou?

Joker.



■ Alain Juppé droit dans ses bottes ou Alain Juppé bien dans ses baskets?

J'ai toujours dit qu'il vaut mieux être droit dans ses bottes que mou dans ses baskets.



« Les communes sont dans une situation difficile »

Vous appelez à participer à la journée d'action des élus locaux le 19 septembre pour défendre les communes...

Les Français doivent comprendre que nous, collectivités locales, sommes dans une situation très difficile. On nous demande beaucoup : des crèches pour dix enfants, des écoles modernisées, des équipements sportifs et culturels et de l'autre côté, on nous coupe les vivres ! Jusqu'à présent, la seule économie véritablement perceptible faite par ce gouvernement, ce sont les 11 milliards de dotations que l'on nous supprime. Que nous participions à l'effort général, oui. Là, c'est trop brutal, trop rapide. Mais ce qui fait monter les élus au créneau, c'est qu'en plus on continue de nous charger la barque. La réforme des rythmes scolaires nous coûte cher. Elle n'était pas utile. Et on ne cesse de nous transférer des charges. Dernier exemple en date : le



Alain Juppé était hier et avant-hier dans le Var à l'invitation de Jean-Pierre Giran (à sa gauche sur la photo), député-maire d'Hyères.

gouvernement veut faire de l'Euro 2016 un événement national populaire et festif. Il demande aux villes de faire des programmes d'accompagnement. Qui va encore payer ? Il y a une tendance de la part de l'État à prendre des

initiatives et c'est ensuite à nous de les financer !

Vous président, que garderiez-vous de l'ère Hollande ?

En tout cas, rien de la gouvernance caractérisée par des contradictions permanentes et une

absence d'autorité du Président. Pour les réformes, on verra. Mais il me semble d'ores et déjà que, même pour satisfaire une frange de la population, personne ne pourra revenir sur le mariage pour tous qui est entré dans les mœurs.

Il a répondu à leurs questions

Denis Carreaux, directeur des rédactions.

Patrice Maggio, rédacteur en chef de *Var-matin*.

Stéphanie Mayol, rédactrice en chef adjointe de *Var-matin*.

Mireille Martin, reporter politique.

Thierry Prudhon, reporter politique.

Fred Dumas, rédacteur, agence d'Hyères.



Environnement : « Il faut inventer une nouvelle croissance »

Dans trois mois à peine débute la Cop 21, qui s'est ouverte ce matin [lire hier], sur le réchauffement climatique. Qu'en attendez-vous vraiment ?

Beaucoup ! C'est une question de survie pour nous tous. On voit déjà les effets du réchauffement : les vendanges commencent cette année avec quinze jours d'avance, pour ne citer que cet exemple. On assiste également à un phénomène nouveau : celui des migrants climatiques, contraints de

se déplacer... On a trop longtemps vécu dans l'ère du gaspillage. Aujourd'hui, il faut inventer une nouvelle croissance pour les dix milliards d'habitants de cette planète que nous serons bientôt. Inventer une économie du partage et de la contribution de tous. C'est indispensable. Alors, est-ce qu'on va y arriver avec la Cop 21 ? Je ne sais pas mais j'espère. Surtout, il faudra l'unanimité de tous les pays sur cette question. Ce ne sera pas facile...

En Gironde comme dans le Var, l'érosion du trait de côte menace. Comment s'en sortir pour préserver nos bords de mer sans affecter l'environnement ?

Des initiatives locales existent et vous l'expérimentez dans le Var, comme à Hyères, par exemple. Mais nos deux côtes ne subissent pas le même effet avec les mêmes causes... Au-delà de nos territoires et du rôle des collectivités territoriales, l'État a, lui aussi, son rôle à jouer en la matière. C'est un enjeu important.